



# Unitaire 11

Bimestriel N°121 Aout-Septembre 2015 Prix du N° : 0,75 euros Abt : 3 euros

Dispensé de timbrage

CARCASSONNE CTC



**Bulletin de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire)**  
Section de l'Aude 22 bis, boulevard de Varsovie 11000 CARCASSONNE

## CONGRES FSU 2016, c'est parti !

Déposé le 30/09/15

É  
D  
I  
T  
O



### Les dates pour préparer le congrès national de la FSU

#### 09 octobre

Dépôt des listes et professions de foi pour le vote départemental

#### 16 octobre

Publication des listes et professions de foi

#### Du 5 au 26 novembre

Période de vote national et départemental organisés par les syndicats nationaux

#### Vendredi 15 janvier 2016 CONGRES FSU 11

#### Du 01 au 05 février 2016 CONGRES national FSU

**Siège social :**  
FSU 11  
22 bis, Bd de Varsovie  
11000 CARCASSONNE  
Tél.Fax : 04 68 25 54 23  
**Directeur de la Publication**  
Philippe DECHAUD  
**Commission paritaire**  
N° 0720 S 07452  
ISSN 1250-0224  
Imprimé par nos soins

**Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires et FAFPT appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 08 octobre.**

La dégradation continue des conditions de vie et de travail sur le département a atteint un seuil insupportable. La politique d'austérité voulue par le MEDEF et assumée par le gouvernement accentue cette dégradation. Ce choix de politique économique aggrave le chômage, la précarité et les inégalités sociales.

Aux entreprises plus d'argent public et de dérèglementation du droit du travail. Aux actionnaires et patrons du CAC40 plus de richesses. Aux jeunes, aux salariés, aux privés d'emploi et aux retraités moins de pouvoir d'achat, moins de droits et de démocratie, moins d'industrie, moins de services publics, moins de sécurité sociale, moins de solidarité.

**Cette politique là ça suffit !**

**Nous appelons les jeunes, les salariés, les privés d'emploi et les retraités à se rassembler le 08 octobre. Les salariés doivent se saisir de cette journée pour faire converger les différentes luttes et poser la question de l'action.**

Philippe DECHAUD—SD FSU11

### SOMMAIRE

- 1- Éditorial.
- 2-PPCR—retraités
- 3- Education
- 4-5 Appel à candidature - congrès
- Loi NOTRe
- 6—Votation

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU-Aude.  
Conformément à la loi du 6/1/78, vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant et les faire rectifier, en vous adressant à la FSU-Aude.

**Le 08 octobre 2015 la Fonction Publique se mobilise pour les salaires, pour l'emploi, pour les conditions de travail, à l'appel de CGT, FSU, Solidaires, FAFPT**

### Rassemblements :

**Carcassonne : 17h30 - Préfecture - Rocher de la lutte**  
**Narbonne : lieu et horaire communiqués ultérieurement**

## La FSU signera le protocole d'accord PPCR

A la fin des discussions menant à une proposition ministérielle concernant les Parcours Professionnels, les Carrières et la Revalorisation (PPCR) la FSU s'est mandatée lors du Conseil délibératif fédéral national (CDFN) du 15 et 16 septembre. La FSU signera le protocole qui impactera l'ensemble des agents des trois fonctions publiques (Etat, Territoriale et hospitalière).

Tout au long des discussions les négociateurs FSU se sont attachés à faire des bilans d'étapes, au moment de prendre une décision les syndicats nationaux ont consulté leurs militants, une enquête a été lancée dans l'Education Nationale, les sections départementales ont réuni leur conseil départemental pour avoir un mandat pour ou contre cette signature.

La majorité des membres du CDFD FSU11 s'est prononcé contre la signature du protocole. C'est ce mandat qui a été porté à la connaissance des représentants des 4 SD FSU de la région. N'ayant qu'un seul mandat pour les 5 SD FSU du Languedoc-Roussillon, le vote en POUR a été effectué après de longues discussions sur le sens de se positionnement compte-tenu de l'équilibre entre les SD en POUR (2) et CONTRE (2) ...

**Quelle organisation syndicale peut se targuer de mener ainsi le débat démocratique ?**

Chacun a pu porter une appréciation

sur ce protocole et nous avons constaté ensemble qu'il ne comportait pas de garantie absolue sur ce que nous appelons de nos vœux.

Tous nous avons dit qu'il était source d'inquiétude et que la politique menée actuellement envers les services publics n'était pas source de confiance.

Tous nous savons que sans la mobilisation des personnels il n'y aura pas d'infléchissement de cette politique car seul le rapport de force est susceptible d'inverser la tendance actuelle.

Nous avons fait état de notre difficulté à opposer un front syndical uni à ces propositions insuffisantes mais nous continuons à appeler avec d'autres (CGT et Solidaires) à construire ce front.

C'est le sens de la votation citoyenne que nous engageons et de l'appel à la mobilisation le 8 octobre et nous avons une échéance majeure au moment des discussions sur le dégel du point d'indice qui aura lieu en février.

Maintenant il est de la responsabilité de la FSU de faire bouger les lignes dans chaque pan de la fonction publique, plus les personnels mettront la pression plus il sera possible d'avancer vers ce qui nous estimons comme juste pour les personnels.

## **Communiqué de l'Union Locale FSU de Narbonne - le 15/09/2015**

Le jeudi 17 septembre l'Union Locale FSU de Narbonne a appelé à se rassembler à 13h30 devant le Palais de Justice de Narbonne afin de soutenir Xavier VERDEJO offensé en 2011, dans l'exercice de sa fonction d'enseignant d'Histoire Géographie au Lycée Diderot, par le secrétaire départemental du FN jeunes. Celui-ci s'était adressé par écrit au Proviseur du Lycée au sujet du contenu des cours dispensés par notre collègue alors que Xavier ne faisait que son métier de professeur d'Histoire en donnant à ses élèves les outils pour penser par eux-mêmes et pour développer leur sens critique.

Plus de 4 ans après les faits, Monsieur Loïc BOUZAT était à nouveau cité à comparaître devant la justice. Xavier VERDEJO a été entendu en tant que victime. Une première audience avait tourné court le 2 avril dernier et l'affaire avait été renvoyée à ce 17 septembre.

La FSU milite depuis toujours contre les idées véhiculées par le FN et l'extrême droite, idées lourdes de dangers pour la société, l'enseignement, la démocratie, la liberté d'expression, toutes les libertés, ... Localement, notre fédération est partie prenante du Collectif contre le racisme, la xénophobie et les discriminations.

La FSU, attachée aux valeurs républicaines, à l'éducation pour tous, à la laïcité, à la fonction publique refuse toute ingérence dans les pratiques d'enseignement et réaffirme son rejet de tout obscurantisme, révisionnisme et négationnisme.

Pour toutes ces raisons, la FSU, comme elle l'avait fait le 2 avril dernier, a apporté son soutien le plus total à Xavier VERDEJO et a appelé ses adhérents à venir nombreux devant le Palais de Justice de Narbonne le jeudi 17 septembre à 13h30.

## **Retraités. Une carte pétition pour dire, ça suffit !**

Comme celle des salariés, la situation des retraités s'aggrave. Avant même les élections présidentielles de 2012 les retraités se sont employés à faire connaître et défendre leurs revendications. Elles portent sur leur pouvoir d'achat, les questions d'accès aux soins de plus en plus en plus couteux avec des augmentations sensibles des mutuelles, une meilleure prise en charge de la perte d'autonomie incluse dans la loi d'adaptation de la société au vieillissement qui tarde à venir. Les retraités refusent que leur revenu soit considéré comme une des variables d'ajustement des politiques d'austérité. La section départementale des retraités de la FSU s'est toujours efforcée de maintenir le meilleur niveau d'unité sans rien lâcher des objectifs définis en commun. Lors de l'année scolaire écoulée nous avons conduit des démarches auprès des élus (parlementaires audois, présidence du conseil général) auxquels nous avons fait part de nos revendications face aux dégradations (blocage des pensions, fiscalité, accès aux soins, prise en charge de la perte d'autonomie). Des tracts ont été diffusés sur les marchés de Carcassonne et Narbonne. Ces démarches, popularisées par une conférence de presse, ont été conduites dans la plus large unité. Il n'en a pas été de même du rassemblement du 1<sup>er</sup> avril. En dépit de l'attention que les parlementaires ont semblé porter à nos revendications, elles n'ont pas été prises en compte.

Bien que la CFDT et l'UNSA du département n'aient pas souhaité se joindre à cette initiative, le groupe des 9 (ce sont les signataires) a décidé de poursuivre l'action en s'adressant au président de la République sous forme d'une carte pétition. Dans l'Aude, les retraités CGC, CGT, FGR, FO, FSU, Solidaires se sont retrouvés dans cette démarche qui s'est traduite par une conférence de presse, des collectes de signatures sur les marchés de Carcassonne et Narbonne. Une délégation des syndicats appelant apportera les cartes signées à l'Élysée ce 1<sup>er</sup> octobre. Ce même jour nous appelons à un rassemblement, à Carcassonne, à 15 h, devant la préfecture où une demande d'audience a été déposée. Les absents ont tort. La situation et la raison appellent à l'action.

**Retraités, retraitables, signez la carte dont le président Hollande est destinataire et remettez là à un militant retraité de la FSU 11.**

**Soyons nombreux devant la préfecture le 1<sup>er</sup> octobre à 15h00**

## Déclaration de la FSU11 au CTSD du 03 septembre 2015

Cette rentrée est la troisième marquée du sceau de la « refondation ». Si on en a fini avec les suppressions massives de postes, le dossier des rythmes scolaires a trop souvent servi d'écran de fumée pour cacher le manque criant de moyens. Les effectifs par classe, la formation initiale et continue, le remplacement, les RASED,... autant de sujets sur lesquels les choix politiques actuels pèsent négativement. Le ministère ne saurait se dédouaner d'un accompagnement qui soit à la hauteur des ambitions qu'il affiche, et digne de l'engagement des enseignants.

« Tout va bien, tout s'est bien passé ». Dès le 28 août, le la du discours en trompe l'oeil était lancé par Mme la Ministre de l'Éducation dans ses vœux vidéo de rentrée adressés à tous les personnels. Tempo repris à tous les échelons de l'institution comme par les experts officiant dans les grands media nationaux. Et si l'on en croit la Ministre, « les moyens sont là » !

Nous, enseignantes et enseignants, la savons bien, la réalité de l'École de la République est tout autre. Cette année encore, il nous faudra bricoler tant bien que mal afin de mettre en place des dispositifs favorisant la réussite de nos élèves malgré des effectifs trop lourds. Cette année scolaire, il nous faudra faire sans formation continue alors que sont annoncés de nouveaux programmes scolaires... Cette année encore, il y aura des problèmes de remplacement qui perturberont les apprentissages des élèves, dégraderont nos conditions de travail et poseront de véritables problèmes de sécurité... La liste est longue, indubitablement, désespérément, insupportablement...longue.

Dans le 1er degré dans l'Aude, le plan d'urgence que nous réclamons depuis plusieurs années n'est pas encore au rendez-vous. Et, d'après vos documents préparatoires, Madame l'Inspectrice d'Académie, il faudra supprimer 2 postes de remplaçants et 1 poste d'école maternelle pour pouvoir ouvrir seulement 3 postes classe alors que beaucoup d'autres écoles, ayant des effectifs qui explosent, nécessiteraient elles-aussi une ouverture. Comment envisager la lutte contre l'échec scolaire, la réussite de tous les élèves et les dispositifs pédagogiques innovants, lorsque année

après année, les conditions d'encadrement se dégradent, alors même que toutes les études récentes démontrent que la taille des classes joue un rôle prépondérant dans la réussite des élèves ?

Sans transition, abordons la question des rémunérations. Pour la 5ème année consécutive, nos salaires sont bloqués. Sur les 10 dernières années, entre inflation, hausse des cotisations retraites et blocage des salaires, nous avons perdu de 15 à 20 % de pouvoir d'achat. Nos professions ont subi un déclassement social historique. Dans le même temps, les richesses produites sont toujours plus importantes... et toujours plus injustement réparties.

Parce qu'amélioration des conditions de travail des salariés que nous sommes est forcément synonyme d'amélioration des conditions d'apprentissages des élèves, comme le démontre la dernière enquête de l'OCDE, il est urgent de s'employer à la baisse radicale des effectifs par classe, et à l'augmentation significative des moyens, tant au niveau des postes que sur la question des salaires.

Alors qu'en cette rentrée les conditions de travail des personnels continuent de se dégrader (effectifs alourdis, services partagés, moyens insuffisants...) l'intersyndicale du second degré réaffirme leur rejet d'une réforme du collège qui n'apportera aucune amélioration, ni pour les élèves, ni pour les enseignants. L'intersyndicale reste déterminée à combattre cette réforme, à obtenir son abrogation et la réouverture de discussions sur d'autres bases. Face au refus de la Ministre de tout dialogue réel et sa volonté d'imposer sa réforme du collège contre l'avis de la grande majorité des personnels concernés, l'intersyndicale appelle les personnels à la grève nationale dans quinze jours et si le refus persiste à une manifestation nationale en Octobre.

Une autre Ecole est possible... C'est ce que la FSU s'emploie à démontrer dans les propositions d'alternative qu'elle ne cesse de faire depuis sa création.

### **Non, la rentrée ne s'est pas bien passée! Dans l'Aude déjà 3 actions relayées par France 3.**

A Narbonne en plus de la création de nouvelles classes en juillet, un afflux sans précédent d'élèves désorganise complètement la rentrée aux lycées Lacroix et Louise Michel (fusion de Diderot-Eiffel) et les inscriptions continuent.

Face à un manque de personnel d'encadrement, un manque de locaux et la réponse des autorités: « pas de dépenses cette année, attendons l'ouverture du lycée de Lézignan en 2016 », les CPE de L. Michel se sont mis en grève le 1er septembre. Une délégation a été reçue au Rectorat lundi 14 et attend une réponse. Le lycée Lacroix, de son côté, a fait grève à 85% mardi 15.

Une gestion étriquée du Rectorat fait des économies sur le dos des élèves aussi lors des inscriptions quand il s'agit en juillet de supprimer une classe de 1ère STI2D aux lycée Jules Fil de Carcassonne et Andreossy de Castelnaudary à 1 ou 2 élèves près. Jules Fil a organisé un blocus lundi 7 septembre, une délégation est reçue au Rectorat mercredi 23.

Les collègues du CLG Alain de Carcassonne sont en conflit avec leur principale à 90%.

L'EDT ne fonctionnait pas à la rentrée dans ce CLG ni au CLG de Grazailles, au CLG de Lézignan ni au lycée de Limoux : pas d'adjoint à la rentrée ou/et la complexité de l'EDT est telle que ça bloque: trop d'élèves à la cantine en même temps, options mal placées, EDT difficilement tenables pour les élèves et les collègues, groupes de LV à 33, 40, 45!!!.

Un rayon de soleil pour finir: action très positive des collègues du CLG de Couiza. Après boycott de la pré-rentrée et tractage, la 4ème 6ème est rétablie. Les effectifs étaient là mais les prévisions de juin n'en tenaient pas compte.

Bilan de la journée du 17 septembre pour l'abrogation de la réforme du collège prévue pour la rentrée 2016 : 41 % de grévistes dans l'Aude (en comparant les grévistes et les collègues attendus ce jour-là et non pas tous les collègues travaillant dans l'établissement). Ce décret peut être abrogé!

**Venez nombreux à Paris le 10 octobre à la manifestation nationale !**

Michèle CAZES  
Secrétaire SNES-FSU de l'Aude

## Contactez les responsables des listes de tendance avant le 08 Octobre

### Pour une liste ouverte à l'initiative d'Unité et Action

Lors du congrès de Poitiers en 2013 nous avons l'espoir d'un changement de politique envers les services publics.

Nous avons constaté l'arrêt du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Des ministères ont été préservés. Pour autant au nom de la politique de réduction des dépenses publiques d'autres ministères ont été impactés. Le nombre d'emplois a continué de baisser. Le gel de la valeur du point d'indice a été maintenu.

**Nous sommes opposés à cette politique d'austérité, qui remet en cause les droits sociaux, accroît les inégalités et nie les solidarités. Nous exigeons que le gouvernement exprime dans les faits sa volonté de développer les services publics.**

Face aux choix actuels, la **FSU** prend ses responsabilités en mobilisant les personnels. Elle cherche à développer un front syndical capable de peser sur les choix politiques mais elle constate dans le même temps la faiblesse du mouvement social.

Nous restons persuadés qu'il est de notre responsabilité de rassembler et de construire des propositions alternatives, et regagner ainsi le terrain perdu.

**Unité et Action** a eu, de tout temps, la volonté de construire l'unité syndicale, de se donner une plateforme et de faire aboutir nos revendications, grâce à la capacité de mobilisation des syndicats de la **FSU**.

*unité  
action  
et sans tendance*

La situation économique et politique est complexe et nous ne nous résignons pas à accepter « la fatalité de la crise », à croire qu'il n'y a de salut que dans les choix politiques proposés jusqu'ici. Notre plateforme commune doit s'affirmer et s'ancre sur les aspirations et les besoins de nos concitoyens.

Il nous faut peser sur les choix politiques au plan national et local et y faire prendre en compte nos propositions pour que la Fonction Publique, les Services Publics, notamment l'Éducation Nationale,

assument leurs missions sur tout le territoire avec des personnels aux statuts renforcés, des métiers revalorisés.

**C'est à tout cela que travaillent les militant(e)s Unité et Action dans les syndicats et la fédération.** C'est sur ces questions qu'ils, elles, veulent mener le débat pour que le congrès de la FSU soit un congrès de lutte et d'espérance, ouvrant des perspectives pour le mouvement social.

**C'est pour cela qu'ils, elles appellent à la constitution d'une liste ouverte, indépendante des pressions politiques et déterminée à mener les mobilisations nécessaires et à promouvoir un syndicalisme de transformation sociale, une liste à l'image du pluralisme de la FSU.**

**Contacts : fsu11@fsu.fr**

Le sentiment d'amertume et de colère à l'égard d'un président et de sa majorité réputés de « gauche » n'a peut-être jamais été aussi important. Réforme des rythmes scolaires bâclée, sans moyens et illisible, « modernisation » dans les services et établissements, c'est-à-dire austérité, autoritarisme du management et désengagement de l'État à tous les étages, refonte à la hussarde des collectivités territoriales, soi-disant réforme des collèges que Sarko avait rêvée sans oser la faire et enfin, n'en jetez plus, baisse des salaires nets de 7,5% depuis 2010. On pourrait être énervé à moins... Énervé, mais aussi assommé par tant de violence sociale, voire résigné.

Dans ce contexte, nous devons tout faire pour préserver notre fédération en état de marche et capable de réagir. Garder quelques idées simples en tête et tenter de les faire vivre, privilégier toujours l'aspect fédéral et chercher ce qui nous unit plutôt que ce qui nous sépare, nous allier le plus souvent possible avec la CGT et Solidaires, tel pourrait être notre cahier des charges pour les trois ans à venir.

- Austérité, récession : ce « modèle » économique-là, on n'en veut plus.
- Casse des statuts, « modernisation », autonomie... quelle différence entre Vals et Fillon ?
- Unité des organisations syndicales de transformation sociale : c'est pour quand ?
- La hausse des salaires, c'est maintenant, pas en 2020 !



## Et Emancipation

**Apportez votre soutien à ces idées, portez-vous candidat sur la liste ouverte à l'initiative de l'École Emancipée et Emancipation**

**Contacts :** dominiqueblanch@free.fr  
rbc@free.fr (Rosine Charlut)

## **URIS : Liste pour le rassemblement du syndicat sur les revendications, pour bloquer les mesures gouvernementales**

Le 17 septembre, l'intersyndicale du second degré SNES-SNEP-FO-CGT-SUD appelle à la grève pour l'abrogation de la réforme du collège, suivie à plus de 40% par les collègues des collèges de l'académie. L'intersyndicale s'est construite et renforcée suite à la grève interprofessionnelle du 9 avril, en appelant à la grève le 19 mai et le 11 juin sur cette exigence: abrogation de la réforme du collège!

Toutes les catégories sont concernées. Partout, la tension est extrême : il manque des postes, les effectifs explosent, et nos garanties statutaires sont remises en cause, notre salaire est gelé depuis 2010. Les personnels en légitime défense se mettent en grève dès la rentrée à Céret, à Narbonne... Et le ministère veut nous imposer encore plus de règles locales et moins de normes nationales par la poursuite de la réforme des rythmes scolaires, l'application des décrets statutaires dans le second degré et la réforme territoriale. Cela ne peut plus continuer ainsi !

Le 11 septembre, les fédérations de L'Education nationale FO-CGT-SUD-CSEN-FAEN ont déclaré : « *Obtenir un recul sur la réforme du collège serait une aide considérable pour la satisfaction des revendications urgentes de toutes les catégories de personnels* » et appelé l'ensemble des personnels à la grève le 17 septembre. « *Elles considèrent que si la ministre ne recule pas le soir du 17, elle prendrait la responsabilité de la poursuite du conflit.* » Ces fédérations

ont raison ! La place de la FSU ne devrait-elle pas être à leur côté?

La FSU ne peut accepter les atteintes aux statuts, le blocage des salaires et la dislocation de l'école. C'est bien la question de la grève de toutes les catégories de l'Éducation Nationale qui est posée pour nos revendications, pour bloquer la machine infernale.

Aussi, nous ne comprenons pas que la direction de la FSU impose le 16 septembre, en faisant voter deux fois le CDFN sur cette question, de signer avec la ministre de la Fonction publique l'accord sur les Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR). Cet accord a pour le gouvernement un objectif central : en finir avec l'unité du statut général cimentée par la valeur commune du point d'indice - dont la progression continuerait à être gelée ou marginalisée - pour y substituer des accords par catégories, des régimes indemnitaires arbitraires comme le RIFSEEP, les IMP, ou des négociations sectorielles sur les mesures d'adaptation à la réforme territoriale, à la territorialisation...

Notre place n'est pas avec la CFDT ou l'UNSA qui soutiennent les mesures gouvernementales ! Elle est dans l'unité pour mettre en échec la politique du gouvernement et défendre les revendications des personnels.

Nous entendons agir dans nos syndicats, dans la FSU, avec les militants et tous les syndiqués qui, très nombreux et indépendamment des appartenances de « tendance », œuvrent à la défense de l'indépendance syndicale face au ministère, pour que les mandats adoptés permettent au syndicat de jouer tout son rôle pour la mobilisation des personnels, pour leurs revendications.

**Contact : [helene.maillot@ac-montpellier.fr](mailto:helene.maillot@ac-montpellier.fr)**

## **Cette loi n'est décidément pas la « NOTRe »**

Après un dernier retour début juin au Sénat pour d'ultimes marchandages entre lobbies d'élus locaux et régionaux, le troisième volet de la « nouvelle étape de décentralisation » voulu par François Hollande a donc été votée par les députés après la réunion d'une commission mixte qui n'a guère fait bouger les lignes entre la pression sénatoriale et le suivisme des députés, et publiée au Journal Officiel du 8 août...

Les 13 nouvelles Régions garderont l'essentiel de leurs compétences sur le développement économique, l'aménagement du territoire, la formation professionnelle, la gestion des lycées et les transports, (y compris les transports scolaires). Elles auront un rôle moteur en matière d'environnement, et seulement un rôle de coordination en matière d'emploi, sans toucher aux prérogatives de Pôle emploi.

Les départements (que certains voulaient faire disparaître) garderont la gestion des collèges, des routes et surtout, de l'action sociale

La culture, le sport, le tourisme, l'éducation populaire, les langues régionales et les ports relèveront à la fois des Régions et des Départements

Les intercos devront être d'une taille minimale, fixée à 15 000 habitants... sauf exceptions (notamment en zones de montagne).

La montagne ayant accouché d'une souris, cette nouvelle loi aura donc bien du mal à camoufler ses véritables enjeux...

Derrière la nouvelle carte des Régions établie au mépris des intérêts des politiques

publiques, se cache l'alignement sur le « modèle » européen des super-régions, qui camoufle un nouveau désengagement financier de l'Etat dans ses missions de service public et d'égalité territoriale.

Comment comprendre sinon, les 11 milliards de baisse des dotations de l'Etat aux collectivités programmées sur 2015-2017, alors que de nouvelles compétences ou missions (mises en place des nouveaux rythmes scolaires par exemple) leur sont confiées sans totale compensation de leurs coûts et sans que la fameuse « réforme fiscale » promise par le candidat Hollande ne soit même pas mise en chantier...

D'autant qu'à ces 11 milliards d'euros vient de s'ajouter cet « effort supplémentaire » (sic) de 1,2 milliard d'euros demandé aux collectivités locales dans le cadre du programme de stabilité présenté au gouvernement par le ministre des finances Michel Sapin...

Les objectifs politiques sont donc clairs : réduire les dépenses publiques (et donc les missions des services publics et le nombre des agents les assumant) réduire le rôle de l'Etat, dans son rôle de stratège, de contrôleur et de péréquateur, et insérer les collectivités locales dans une logique de compétition, s'ouvrant de plus en plus aux règles du marché et de la concurrence...

Ce n'est donc pas un « nouvel acte de décentralisation » qui se profile, mais un nouvel acte de réorganisation territoriale autour de nouvelles entités (grandes régions, métropoles et super- intercommunalités) dont la répartition des compétences entre collec-

tivités n'est toujours pas fixée, (même si elles pourront faire l'objet de « contractualisations »...) et un nouvel acte de retrait et de désengagement de l'Etat qui va assécher et appauvrir les politiques publiques.

La nouvelle "réorganisation" des services extérieurs de l'Etat va encore mettre à mal un peu plus les Directions départementales et Régionales déjà bien pressurées lors des actes précédents (cf. la RéATE) avec le risque de voir disparaître d'anciennes unités et services dans le cadre de la fusion des nouvelles Régions.

Elle risque aussi d'avoir des effets néfastes et désastreux sur les agents en terme de mobilité forcée, de remise en cause des avantages acquis et de fragilisation des conditions d'exercice de leurs missions

Alors que le besoin de nouvelles solidarités entre territoires et citoyens nécessiterait des maillages, des collaborations et des péréquations pour réduire les inégalités entre territoires et citoyens, les incessants changements de pied du gouvernement vont rendre totalement illisible une « réforme » dont les citoyens comme les agents auront été tenus à l'écart, et qui n'accouchera que d'un nouveau credo « faire moins et moins cher avec moins d'agents en donnant davantage de pouvoirs à des super-structures locales qui seront libres de s'organiser comme elles l'entendent »

Décidément, cette loi n'est pas la « NOTRe » !

Article proposé par le SDU11/FSU



# SALAIRES EMPLOI SERVICE PUBLIC

## Exprimez-vous !

Depuis de trop longues années, la situation de la Fonction publique se dégrade sous l'effet des politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs.

Nos salaires sont en baisse continue en terme de pouvoir d'achat, situation principalement liée au gel de la valeur du point d'indice.

Les suppressions d'emploi se poursuivent dans de nombreux secteurs et vont s'accroître encore avec les diverses réformes de l'action publique en cours et à venir.

Nos conditions de travail et la qualité du service public se détériorent.

Cette situation n'est satisfaisante ni pour les usagers, ni pour les fonctionnaires et agents publics, ni pour la cohésion sociale et le développement économique.

**Il est urgent d'opérer d'autres choix !**

Pour y contribuer, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et FAFP de la Fonction publique ont décidé d'organiser une grande consultation démocratique des personnels de la Fonction publique du 21 septembre au 3 octobre 2015.

Cette consultation vise à permettre l'expression la plus large possible des agents de la Fonction publique afin de donner plus de poids à l'expression des revendications auprès du gouvernement.

Nous vous invitons donc à prendre quelques instants pour répondre à ces questions.

*Notre force, c'est le nombre. Exprimez-vous !*

1. Le gouvernement considère que le gel du point d'indice est un effort que les agents de la Fonction publique doivent consentir pour le redressement de la situation économique du pays.

Pensez-vous au contraire qu'il est urgent et nécessaire d'augmenter les salaires, ce qui passe notamment par une augmentation de la valeur du point d'indice ?

Oui  Non

2. Dans votre service ou établissement, les emplois sont-ils en nombre suffisants pour assurer les missions de service public ?

Oui  Non

3. Etes-vous pour un nouveau plan de titularisation et des mesures fortes pour empêcher la reconstitution de la précarité ?

Oui  Non

4. Les réformes en cours (réforme territoriale, Santé, réforme de l'État...) vous semblent-elles susceptibles :

- d'améliorer le service rendu aux usagers ?

Oui  Non

- d'améliorer les conditions de travail des personnels ?

Oui  Non

Grade : ..... Etablissement : .....

.....Département : .....

**A remettre à un militant de votre connaissance. Merci pour votre participation !**